



Briefings de Bruxelles sur le développement rural
Une série de réunions sur des questions de développement ACP-UE

Briefing n° 12 : le rôle de l'élevage pour les pays ACP : Défis et opportunités à venir

1^{er} juillet 2009

Marc Debois- DG DEV, Commission européenne

Remarques introductives

Excellences,
Mesdames et Messieurs,
Chers collègues,

C'est un plaisir de vous accueillir tous aujourd'hui, au nom de la Commission européenne et plus particulièrement au nom de Luis Riera de la DG Développement. Nous sommes ici dans le bâtiment central de la Commission européenne et cela ne représente rien d'autre qu'un signal positif pour le secteur de l'élevage.

La santé et la production animale sont une catégorie de l'Agriculture et du Développement Rural (A&DR). Tous nos efforts pour soutenir l'A&DR dans les pays en développement ciblent aussi le secteur de l'élevage. Cependant les contributions de l'élevage envers la sécurité alimentaire, la santé publique et l'environnement sont souvent ignorées ou alors mal perçues. C'est pourquoi porter une attention particulière à cette catégorie multidisciplinaire est pertinent. Ce Briefing organisé par le CTA – de manière professionnelle comme d'habitude ! – est dès lors très apprécié.

Depuis plusieurs décennies, au moment où le secteur de l'élevage faisait face à une importante réduction des investissements publics, la CE a développé et maintenu un portfolio intéressant d'activités encourageant l'élevage dans les pays ACP, avec une attention particulière sur la santé animale. En effet, la CE demeure le donateur principal et est un donateur stable pour le secteur. Des programmes ont évolué d'un soutien direct à des campagnes de vaccination (JP15, PARC phase 1 et 2...), au développement de réseaux de surveillance (PACE, SERECU...) et au renforcement de la gouvernance vétérinaire (harmonisation de la législation des médicaments en Afrique de l'Ouest et le soutien à venir du 10^{ième} FED). Au niveau national ou régional, les activités financées par l'UE se sont focalisées sur des maladies spécifiques (la dernière étant la grippe aviaire) et sur des chaînes d'approvisionnement (viande et laitage). Ce soutien va continuer pendant des années à venir, avec nos pays et régions partenaires. Plus peut être fait et je suis convaincu qu'en collaboration avec d'autres donateurs et en accord avec les principes de la Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide, la communauté internationale sera en position de répondre à la demande croissante de soutien, en vue de l'augmentation importante attendue de la demande globale pour (les animaux) et les produits d'origine animale d'ici 2050 pour nourrir 9 milliards de personnes.

Ces dernières décennies nous avons développé des relations fortes et fructueuses avec des organisations techniques internationales et régionales telles que l'OIE, la FAO, l'OMS, l'OMC ou l'UA-BIRA : avec chacune de ces agences uniques la CE a (ou va) signé(er) des Accords Cadres (Framework Agreements) pour faciliter sa collaboration. La CE est aussi un acteur important dans la plateforme de l'élevage africain (ALive), qui regroupe les principales parties prenantes actives sur le continent, et qui travaille désormais sous la tutelle de l'Union Africaine et de NEPAD/CAADP. Du point de vue de l'UE, ensemble avec les Etats Membres, la CE a élaboré un groupe de travail qui s'appelle ELIDEV pour discuter des questions politiques. Un des résultats spécifiques de ce groupe sera présenté aujourd'hui.

De la même manière que pour l'Agriculture et le Développement Rural, le développement efficace de l'élevage implique un engagement sur le long terme, une forte volonté politique des gouvernements partenaires, un soutien financier harmonisé des donateurs, une participation de toutes les filiales du secteur privé, une bonne coopération et solidarité entre nations, des approches intégrées et harmonisées, renforcées par une expertise technique et scientifique. Vraiment un lourd travail !

En Europe, la lutte contre la fièvre aphteuse et la fièvre porcine a abouti à une législation commune harmonisée sur les maladies animales contagieuses, ce qui est une condition préalable requise pour la création d'un marché intérieur UE pour les produits animaux et d'origine animale. Une telle stratégie commune associe tous les instruments disponibles tels que : le commerce et le contrôle des déplacements, la vaccination, la surveillance, etc. Les politiques d'élevage ont souvent servi comme essais pour d'autres politiques. Un exemple : l'approche intégrée pour contrôler les maladies et garantir la sécurité alimentaire « de l'étable à la table », qui sous-entend des besoins de traçabilité, d'audit et d'inspection, est maintenant utilisée dans d'autres secteurs tels que la Pêche et les Forêts.

Finalement, je voudrais souligner l'importance de la Recherche pour le Développement dans le secteur de l'élevage, afin d'améliorer sa contribution envers la sécurité alimentaire et envers les OMD, mais aussi pour développer des arguments scientifiques forts pour le secteur qui n'est pas toujours bien perçu. Par exemple, pour les négociations post-Kyoto, plus d'information devrait être recueillie pour donner aux négociateurs la réelle image du secteur en termes de sa contribution (négative) au changement climatique, mais aussi en termes de sa potentielle contribution envers l'atténuation, sans pour autant négliger l'adaptation nécessaire du secteur, un élément clé pour les pays en développement.

Pour conclure, je souhaiterais rassurer nos partenaires des pays en développement, de la reconnaissance de la contribution du secteur de l'élevage pour leurs économies, et souhaiteraient-ils investir plus pour son développement durable, et investir dans des options respectant l'environnement, nous serons prêt à continuer à les soutenir. Des solutions techniques existent, comme nous allons sûrement découvrir aujourd'hui, le défi semble être principalement du côté politique.

Merci de votre attention.